

Règlement-redevance relatif aux concessions de sépulture - Modification

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu le règlement-redevance relatif aux concessions de sépulture, voté par le Conseil communal en séance du 22.12.2004, rendu exécutoire en date du 01.03.2005 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Vu la loi du 20.07.1971 sur les funérailles et les sépultures, modifiée par les lois du 20.09.1998 et du 08.02.2001 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE, de modifier, comme suit, le règlement-redevance relatif aux concessions de sépulture :

Article 1.- Observant le règlement-redevance déterminé par le Conseil communal, le Collège échevinal peut accorder des concessions de sépulture :

- a. d'une durée de 15 ans en pleine terre ou en columbarium ;
- b. d'une durée de 50 ans en pleine terre ou en columbarium ;
- c. d'une durée de 50 ans en caveau.

Article 2.- Le Bourgmestre détermine les endroits où sont accordées les concessions. Les terrains concédés sont livrés aux acquéreurs par le délégué du Bourgmestre.

Concessions en pleine terre d'une durée de 15 ans

Article 3.- Les concessions en pleine terre d'une durée de 15 ans sont individuelles. Elles ne peuvent être octroyées anticipativement.

Article 4.- Le tarif d'une concession en pleine terre d'une durée de 15 ans est de 750,00 EUR, augmenté de 75,00 EUR pour l'embase établie sur ce genre de sépulture.

Article 5.- Le tarif est réduit de 50% pour les enfants de moins de 7 ans et augmenté de 200 % lorsque le défunt à inhumer ne résidait pas dans la commune au moment du décès.

Article 6.- Les concessions d'une durée de 15 ans peuvent être renouvelées sur place à l'expiration de la première période de 15 ans. Le tarif de la prolongation de ces concessions est de 750,00 EUR, augmenté de 200 % si le défunt ne résidait pas dans la commune au moment du décès.

Article 7.- Le déplacement d'une concession de 15 ans ne peut se faire que moyennant le paiement du tarif d'une nouvelle concession ; il entraîne l'abandon du tarif payé pour la première concession et de tous droits acquis. Le tarif de la concession d'une durée de 15 ans est admis en déduction de celui d'une concession d'une durée de 50 ans, acquise ultérieurement, si l'acquisition se fait dans l'année qui suit l'octroi de la concession de 15 ans.

Concessions en pleine terre d'une durée de 50 ans

Article 8.- Les concessions en pleine terre d'une durée de 50 ans sont réservées à l'inhumation de 4 corps superposés, au maximum. Des urnes cinéraires (3 maximum) peuvent toutefois être inhumées à la place d'un cercueil. Ces concessions ne peuvent être octroyées anticipativement.

Article 9.- Le tarif d'une concession en pleine terre d'une durée de 50 ans est de 1.550,00 EUR, pour le terrain et le droit d'inhumation d'un corps, augmenté de 75,00 EUR pour l'embase établie sur ce genre de sépulture. Le tarif pour l'inhumation d'un corps ou d'une urne supplémentaire est de 250,00 EUR. Ce supplément est perçu au moment de la demande d'inhumation.

Article 10.- Le tarif de la concession est augmenté de 200 % lorsque le concessionnaire ne réside pas dans la commune. Le tarif de l'inhumation est augmenté de 200 % lorsque le défunt à inhumer ne résidait pas dans la commune au moment du décès.

Concessions avec caveau d'une durée de 50 ans

Article 11.- Les concessions d'une durée de 50 ans avec caveau construit par les soins de l'Administration communale, sont réservées à l'inhumation d'un nombre de corps superposés égal ou inférieur au nombre de cases. Des urnes cinéraires (3 maximum) peuvent toutefois être inhumées à la place d'un cercueil. Ces concessions ne peuvent être octroyées anticipativement

Article 12.- Le tarif d'une concession avec caveau d'une durée de 50 ans est fixé comme suit :

- caveau de 2 cases : 2.650,00 EUR ;
- caveau de 3 cases : 4.000,00 EUR ;
- caveau de 4 cases : 5.000,00 EUR ;
- caveau de 5 cases : 5.600,00 EUR.

Ce tarif comprend le coût de la construction, le terrain et le droit d'inhumation d'un nombre de corps ou d'urnes cinéraires égal au nombre de cases.

Le tarif pour toute inhumation dépassant le nombre précité est de 250,00 EUR.

Article 13.- Le tarif de la concession est augmenté de 200 % lorsque le concessionnaire ne réside pas dans la commune. Le tarif de l'inhumation est augmenté de 200 % lorsque le défunt à inhumer ne résidait pas dans la commune au moment du décès.

Dispositions relatives aux concessions en pleine terre ou avec caveau

Article 14.- La demande d'acquisition d'une concession de sépulture comporte pour le demandeur l'engagement d'ériger, dans l'année de l'octroi un signe distinctif dont le plan devra préalablement être approuvé par le service des Travaux Publics et de se conformer aux dispositions réglementaires existantes ainsi qu'aux modifications qui pourraient y être apportées.

Article 15.- L'acquéreur d'une concession collective est tenu de s'y réserver une place qui ne peut, en aucun cas, être cédée à une autre personne. Lorsqu'une personne désignée par le concessionnaire exprime le désir de ne pas faire inhumer ses restes mortels dans la sépulture, le concessionnaire ou ses héritiers peuvent désigner un autre membre de la famille ou du ménage de fait.

Cette autorisation est soumise à l'accord écrit des parties intéressées. Il sera fait application stricte du présent règlement-redevance en ce qui concerne le tarif et les suppléments des concessions.

Article 16.- En cas de déplacement ou d'échange d'une concession d'une durée de 50 ans, le tarif payé pour la première concession est déduit de la nouvelle sépulture.

En aucun cas, la déduction à opérer ne pourra donner lieu au remboursement d'une soulte.

Concessions en columbarium

Article 17.- Le columbarium est destiné à recevoir les urnes cinéraires. Il est composé de cellules identiques fermées par une dalle sur laquelle est gravée l'épithaphe qui ne peut comporter que le nom, l'initiale du premier prénom et les années de naissance et de décès. Ces concessions ne peuvent être pas octroyées anticipativement.

Article 18.- Le tarif d'une concession en columbarium est fixé comme suit :

- concession d'une durée de 15 ans : 750,00 EUR ;
- concession d'une durée de 50 ans : 1.550,00 EUR.

Ce tarif est augmenté de 200 % lorsque le défunt ne résidait pas dans la commune au moment du décès.

Article 19.- Une deuxième urne cinéraire peut être ajoutée dans un columbarium. Le tarif pour le placement de cette deuxième urne cinéraire est de 200,00 EUR. Ce tarif est augmenté de 200 % lorsque le défunt ne résidait pas dans la commune au moment du décès.

Article 20.- La gravure de l'épithaphe doit être faite dans l'année qui suit l'acquisition de la concession. Les frais sont à charge des familles, héritiers ou ayants droit. Il est interdit de placer tout signe et accessoire funéraire sur la terrasse du columbarium.

Article 21.- Les concessions d'une durée de 15 ans peuvent être renouvelées sur place à l'expiration de la première période de 15 ans . Le tarif de la prolongation de ces concessions est de 750,00 EUR, augmenté de 200 % si le défunt ne résidait pas dans la commune au moment du décès.

Dispositions diverses

Article 22.- L'augmentation des tarifs de 200 % ne s'appliquent pas :

- a. aux personnes inscrites dans la commune jusqu'à la date de leur placement dans une institution pour malades incurables ou dans une maison de repos situées en dehors du territoire de la commune et qui viendraient à y décéder ;
- b. aux personnes qui, après une résidence ininterrompue de plus de 20 ans, ont quitté la commune depuis moins d'un an.

La preuve du placement ou de la résidence est à fournir au moment de l'introduction de la demande d'acquisition.

Article 23.- Pour les sépultures en pleine terre d'une durée de 50 ans octroyées avant la mise en vigueur du présent règlement-redevance, des extensions du droit d'inhumer sont autorisées à condition de respecter le maximum de corps superposés prévu par les présentes dispositions et de payer un supplément de 250,00 EUR par corps pour les personnes qui résidaient dans la commune depuis au moins un an et de 750,00 EUR pour celles qui ne résidaient pas ou y résidaient depuis moins d'un an.

Article 24.- Les cendres provenant des corps incinérés peuvent être dispersées sur la pelouse réservée à cet effet. Il sera procédé à la dispersion des cendres suivant les dispositions de la loi du 20.07.1971, modifiée par les lois du 20.09.1998 et du 08.02.2001.

A la demande des héritiers, une plaque commémorative peut être réalisée par les services techniques communaux moyennant le paiement d'une redevance de 25,00 EUR.

Ladite plaque ne peut comporter que le nom, l'initiale du premier prénom et les années de naissance et de décès et sera apposée sur la stèle funéraire située à l'entrée de la pelouse.

La dispersion des cendres concernant une personne qui n'avait pas sa résidence principale dans la commune et qui est décédée dans une autre commune, est refusée.

Article 25.- Les concessionnaires sont tenus d'aviser l'Administration communale par lettre recommandée de tout changement d'adresse.

Article 26.- Les cas non prévus par le présent règlement-redevance seront tranchés par le Collège échevinal.

Article 27.- Les tarifs réclamés conformément au présent règlement-redevance sont à payer intégralement dans les 48 heures qui suivent l'acquisition de la concession de sépulture, contre quittance délivrée par le receveur communal.

Article 28.- Le présent règlement-redevance abroge toutes les dispositions antérieures.

Retributiereglement betreffende de grondvergunningen - Wijziging

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op het retributiereglement betreffende de grondvergunningen, gestemd in zitting van 22.12.2004, uitvoerbaar verklaard op datum van 01.03.2005 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, namelijk artikel 117 ;

Gelet op de wet van 20.07.1971 betreffende de lijkbezorgingen en de grondvergunningen, gewijzigd door de wetten van 20.09.1998 en van 08.02.2001;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT, het retributiereglement betreffende de grondvergunningen als volgt te wijzigen :

Artikel 1.- Het Schepencollege mag, mits eerbiediging van het retributiereglement bepaald door de Gemeenteraad, grondvergunningen toekennen voor :

- a. een duur van 15 jaar in volle grond of in een columbarium ;
- b. een duur van 50 jaar in volle grond of in een columbarium ;
- c. een duur van 50 jaar in een grafkelder.

Artikel 2.- De Burgemeester bepaalt de plaatsen waar de vergunningen toegekend worden. De verleende gronden worden aan de kopers geleverd door de afgevaardigde van de Burgemeester.

Vergunningen in volle grond voor een duur van 15 jaar

Artikel 3.- De vergunningen in volle grond voor een duur van 15 jaar zijn individueel. Ze mogen niet voorafgaandelijk toegekend worden.

Artikel 4.- Het tarief van een vergunning in volle grond voor een duur van 15 jaar is vastgesteld op 750,00 EUR, verhoogd met 75,00 EUR voor de omlijsting voorzien bij dergelijke grafstede.

Artikel 5.- Het tarief wordt verminderd met 50 % voor kinderen van minder dan 7 jaar oud en verhoogd met 200 % wanneer de te begraven overledene niet in de gemeente woonde op het ogenblik van zijn overlijden.

Artikel 6.- De vergunningen voor een duur van 15 jaar kunnen ter plaatse hernieuwd worden bij het verstrijken van de eerste periode van 15 jaar. Het tarief van de verlenging van deze vergunningen is vastgesteld op 750,00 EUR, verhoogd met 200 % als de overledene niet in de gemeente woonde op het ogenblik van zijn overlijden.

Artikel 7.- Het verplaatsen van een vergunning van 15 jaar mag alleen geschieden mits betaling van het tarief van een nieuwe vergunning ; het brengt de afstand van het tarief betaald voor de eerste vergunning en van alle verworven rechten met zich mee. Het tarief van een vergunning voor een duur van 15 jaar mag in vermindering worden genomen van deze van een vergunning voor een duur van 50 jaar, later aangekocht, op voorwaarde dat de aanschaffing gebeurt voor het verloop van één jaar na de toekenning van de vergunning voor 15 jaar.

Vergunningen in volle grond voor een duur van 50 jaar

Artikel 8.- De vergunningen in volle grond voor een duur van 50 jaar zijn voorbehouden tot het begraven van maximum 4 boven elkaar geplaatste lichamen. Asurnen (3 maximum) mogen echter begraven worden in de plaats van een lijkst. Deze vergunningen mogen niet voorafgaandelijk toegekend worden.

Artikel 9.- Het tarief van een vergunning in volle grond voor een duur van 50 jaar is vastgesteld op 1.550,00 EUR, voor het terrein en het begrafenisrecht voor één lijk, verhoogt met 75,00 EUR voor de omlijsting voorzien bij dergelijke grafstede.

Het tarief van de begrafenis van een bijkomend lijk of asurn is vastgesteld op 250,00 EUR.

Deze aanvulling wordt geïnd op het ogenblik van de aanvraag van de begrafenis.

Artikel 10.- Het tarief van de vergunning wordt verhoogd met 200 % wanneer de vergunninghouder niet in de gemeente woont.

Het tarief van de begrafenis wordt verhoogd met 200 % wanneer de te begraven overledene niet in de gemeente woonde op het ogenblik van zijn overleden.

Vergunningen met grafkelder voor een duur van 50 jaar

Artikel 11.- De vergunningen voor een duur van 50 jaar met grafkelder gebouwd door de zorgen van het Gemeentebestuur, zijn voorbehouden voor het begraven van een aantal boven elkaar geplaatste lijken, gelijk aan of minder dan het aantal voorziene vakken. Asurnen (3 maximum) mogen echter begraven worden in de plaats van een lijkst. Deze vergunningen mogen niet voorafgaandelijk toegekend worden.

Artikel 12.- Het tarief van een vergunning voor een duur van 50 jaar met grafkelder wordt als volgt vastgesteld :

- grafkelder met 2 vakken : 2.650,00 EUR ;
- grafkelder met 3 vakken : 4.000,00 EUR ;
- grafkelder met 4 vakken : 5.000,00 EUR ;
- grafkelder met 5 vakken : 5.600,00 EUR.

Het tarief omvat de kostprijs van de bouw, het terrein en het begrafenisrecht van een aantal lijken of asurnen gelijk aan het aantal van vakken.

Het tarief voor elke begrafenis waar het voornoemde aantal hoger ligt wordt vastgesteld op 250,00 EUR.

Artikel 13.- Het tarief van de vergunning wordt verhoogd met 200 % wanneer de vergunninghouder woont niet in de gemeente.

Het tarief van de begrafenis wordt verhoogd met 200 % wanneer de te begraven overledene niet in de gemeente woonde op het ogenblik van zijn overleden.

Voorschriften betreffende de vergunningen in volle grond of met grafkelder

Artikel 14.- Door de aanschaf van een grondvergunning verplicht de aanvrager er zich toe binnen het jaar van de toekenning een grafteken, waarvan het plan voorafgaandelijk door de dienst van de Openbare Werken dient goedgekeurd te worden, op te richten en zich te voegen naar de bestaande reglementaire schikkingen alsook naar de mogelijke latere wijzigingen daaromtrent.

Artikel 15.- De koper van een collectieve vergunning is ertoe gehouden er zich een plaats in voor te behouden ; deze plaats mag in geen geval aan een andere persoon afgestaan worden. Wanneer een persoon aangeduid door de vergunninghouder de wens uitdrukt zijn stoffelijk overschot niet te laten begraven in de vergunning, mag de vergunninghouder of zijn erfgenamen een ander familielid van de vergunninghouder aanduiden. Deze toestemming is onderworpen aan het geschreven akkoord van de belanghebbende partijen. Voor hetgeen de prijzen van de vergunningen en de toeslagen aangaat zal dit retributiereglement nauwkeurig toegepast worden.

Artikel 16.- Bij verplaatsing of omwisseling van een vergunning voor een duur van 50 jaar, wordt het tarief betaald voor de eerste vergunning afgetrokken van deze van de nieuwe vergunning. In geen geval kan de afrekening aanleiding geven tot terugbetaling.

Vergunningen in columbarium

Artikel 17.- Het columbarium is bestemd voor het bergen van asurnen. Het bestaat uit gelijkvormige vakken, gesloten door een steen waarop het opschrift gegraveerd wordt. Dit opschrift mag slechts de naam, de beginletter van de eerste voornaam en de jaren van geboorte en overlijden omvatten. Deze vergunningen mogen niet voorafgaandelijk toegekend worden.

Artikel 18.- Het tarief van een vergunning in columbarium wordt als volgt vastgesteld :

- vergunning voor een duur van 15 jaar : 750,00 EUR ;
- vergunning voor een duur van 50 jaar : 1.550,00 EUR.

Dit tarief wordt verhoogd met 200 % wanneer de te begraven overledene niet in de gemeente woonde op het ogenblik van zijn overlijden.

Artikel 19.- Een tweede asurn mag in een columbarium toegevoegd worden. Het tarief voor het plaatsing van deze tweede asurn is vastgesteld op 200,00 EUR. Dit tarief wordt verhoogd met 200 % wanneer de te begraven overledene niet in de gemeente woonde op het ogenblik van zijn overlijden.

Artikel 20.- Het graveren van het opschrift moet gebeuren in het jaar dat volgt op de aanschaffing van de vergunning. De onkosten zijn ten laste van de familie, de erfgenamen of rechthebbenden.

Het is verboden om het even welk teken of grafversiering te plaatsen op het terras van het columbarium.

Artikel 21.- De vergunningen voor een duur van 15 jaar kunnen ter plaatse hernieuwd worden bij het verstrijken van de eerste periode van 15 jaar. Het tarief van de verlenging van deze vergunningen is vastgesteld op 750,00 EUR, verhoogd met 200 % als de overledene niet in de gemeente woonde op het ogenblik van zijn overlijden.

Verskillende voorschriften

Artikel 22.- De verhoging van de tarieven met 200 % zijn niet van toepassing op :

- a. personen ingeschreven in de gemeente tot de datum van hun plaatsing in een instelling voor ongeneeslijk ziekten of in een rusthuis gelegen buiten de grenzen van de gemeente en die er zouden overlijden ;
- b. personen, die na een ononderbroken verblijf van meer dan 20 jaar, de gemeente verlieten sedert minder dan één jaar.

Het bewijs van het plaatsing of de woonplaats moet voorgelegd worden op het ogenblik van de indiening van de aanvraag tot aanschaffing.

Artikel 23.- Voor de vergunningen in volle grond voor een duur van 50 jaar, toegekend vóór het in voege treden van dit retributiereglement zijn uitbreidingen van het begravingrecht voorzien op voorwaarde het maximum boven elkaar geplaatste lijken voorzien bij deze schikkingen te eerbiedigen en de toeslag te betalen van 250,00 EUR per lijk voor de personen die in de gemeente woonden sedert tenmiste één jaar en van 750,00 EUR voor deze welke er niet woonden, of die er minder dan één jaar woonden.

Artikel 24.- De as voortkomend van veraste lijken mag verstrooid worden op het daartoe voorziene perk. Er zal tot de asverstrooiing overgegaan worden volgens de schikkingen van de wet van 20.07.1971, gewijzigd door de wetten van 20.09.1998 en van 08.02.2001.

Op verzoek van de erfgenamen, kan een gedenkplaat vervaardigd worden door de technische dienst van de gemeente tegen betaling van een retributie van 25,00 EUR.

Deze plaat mag slechts de naam, de beginletter van de eerste voornaam en de jaren van geboorte en overlijden omvatten en zal op de grafzuil gelegen aan het binnenkomen van het perk geplaatst worden.

De asverstrooiing van een persoon die zijn hoofdverblijf niet in de gemeente had en in een andere gemeente overleed, wordt geweigerd.

Artikel 25.- De vergunninghouders zijn verplicht het Gemeentebestuur per aangetekende brief van elke adreswijziging op de hoogte te brengen.

Artikel 26.- Het Schepencollege zal beslissen over de gevallen die niet in dit retributiereglement voorzien zijn.

Artikel 27.- De prijzen welke in overeenstemming met dit retributiereglement geëist worden moeten volledig vóór het verloop van 48 uur na het verwerven van de grondvergunning, tegen kwijtbrief door de gemeenteontvanger afgeleverd, betaald worden.

Artikel 28.- Dit retributiereglement herroept alle voorafgaande schikkingen.